

Insbesondere werden die folgenden Grundsätze beachtet:

– Der Begriff «uomo» wird, wie schon in den Artikeln 110 und 111, durch den Ausdruck «essere umano» ersetzt (betrifft Art. 10, 59 und 109).

– Maskuline Pronomen und Substantive mit generischer Bedeutung werden grundsätzlich durch neutrale Formulierungen ersetzt (z. B. Art. 8: «Ogni persona ha diritto»). Wo dies nicht möglich ist, werden grundsätzlich die männliche und die weibliche Form verwendet (z. B. Art. 88: «Protezione dei consumatori e delle consumatrici»).

– Titel und Funktionen werden grundsätzlich männlich und weiblich bezeichnet, wenn kein neutraler Ausdruck zur Verfügung steht (z. B. Art. 140 Abs. 1: «Il Consiglio nazionale è composto di 200 deputati e deputate del popolo.» Abs. 2: «Il Consiglio nazionale viene eletto dal popolo a suffragio diretto»).

Der rätomanische Text der neuen Bundesverfassung wird nach den gleichen Grundsätzen formuliert.

Antrag Grendelmeier

Abs. 5

Das Gesetz fördert die Gleichstellung von Menschen, die aufgrund bestehender oder früherer Diskriminierungen benachteiligt sind.

Proposition Leuba

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Semadeni

(par analogie avec la proposition de la minorité I)

La version italienne de la nouvelle Constitution fédérale utilisera autant que possible, comme la version allemande, une terminologie non sexiste, de manière pragmatique et créative.

Il y a lieu notamment d'observer les principes suivants:

– Le terme «homme» est remplacé par l'expression «être humain», comme cela a été fait aux articles 110 et 111 (art. 10, 59 et 109).

– Les pronoms et substantifs masculins génériques sont remplacés par des expressions neutres (p. ex., art. 8: «Toute personne a droit»). Lorsque cela n'est pas possible, on utilisera en règle générale tant les termes féminins que masculins (p. ex., art. 88: «Protection des consommateurs et des consommatrices»).

– Les titres et les fonctions seront utilisés tant au féminin qu'au masculin chaque fois qu'il ne sera pas possible d'utiliser un terme neutre (p. ex., art. 140 al. 1er: «Le Conseil national se compose de 200 députés et députées élus par le peuple.» Al. 2: «Le Conseil national est élu par le peuple au suffrage direct»).

On procédera de façon analogue pour la version romanche de la nouvelle Constitution fédérale.

Proposition Grendelmeier

Al. 5

La loi encourage l'égalité des hommes, qui sont défavorisés sur la base d'une discrimination existante ou passée.

Pelli Fulvio (R, TI), rapporteur: Cette disposition garantit le principe de l'égalité codifié à l'article 4 de l'actuelle constitution et dans plusieurs instruments internationaux, l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme en particulier, mais aussi l'article 2 paragraphe 2 du Pacte ONU I, les articles 2 paragraphe 1er et 26 du Pacte ONU II. La garantie constitutionnelle du droit à l'égalité juridique s'adresse aussi bien à ceux qui font les lois qu'à ceux qui les appliquent. L'autorité qui édicte des règles de droit se doit de traiter semblablement les situations semblables et différemment celles qui sont différentes, de même que les autorités qui prennent des décisions d'espèce.

L'alinéa 1er garantit l'égalité juridique; l'alinéa 2 consacre le principe de non-discrimination en énumérant un certain nombre de critères impropres à justifier des différences de traitement; l'alinéa 3 garantit l'égalité entre hommes et femmes; la commission a introduit un alinéa 4 contenant des instructions

adressées aux législateurs – tout comme la deuxième phrase de l'alinéa 3 – visant à promouvoir la réalisation de mesures de compensation des désavantages qui frappent les handicapés. Je reviendrai sur cet alinéa.

Cet article a été très débattu en commission. Il le sera aussi en plénum. La solution définitivement proposée par la commission peut être définie comme un compromis raisonnable entre des thèses très divergentes.

Quels problèmes se posent en analysant cet article? Un premier problème se pose quant à la terminologie. Je ne sais pas si on discutera déjà maintenant des obstacles que la langue française pose vis-à-vis d'une tentative de trouver des formulations non sexistes. Je pense qu'on le fera. Le texte allemand, sauf sur quelques détails, est très respectueux du principe de l'égalité des sexes. Quant au texte italien, il semble qu'il ne posera pas de gros problèmes. Mais la langue française ne semble pas permettre de solutions satisfaisantes pour celles et ceux qui se battent en faveur non seulement d'un contenu, mais aussi d'une forme qui soit très respectueuse du principe de l'égalité entre femmes et hommes. Je ne suis pas en mesure de vous donner la solution au problème. Vous pouvez comprendre qu'il ne peut pas appartenir à un parlementaire de langue italienne de vous indiquer la juste règle. Le débat permettra à tout le monde de se faire une idée. La commission a, en tout cas, préféré respecter la langue française dans son actuelle réalité et a prévu la note que vous trouvez au bas de la page du dépliant, en refusant la solution défendue par la minorité Maury Pasquier.

Un deuxième problème se pose quant à la nécessité de prévoir un alinéa 2. Tout comme le Conseil des Etats, la minorité II propose de se limiter au principe de non-discrimination, sans formuler une liste d'exemples. MM. Fischer-Hägglingsen et Leuba, qui développent cette proposition dans la ligne de ce qu'a décidé le Conseil des Etats, vous exposeront les arguments de la minorité II. La commission a, en tout cas, préféré rester dans la ligne du projet du Conseil fédéral. Il est vrai qu'une liste n'est pas indispensable, mais il est opportun d'indiquer à titre d'illustration les exemples les plus importants.

Je n'entrerai pas pour le moment dans tous les détails. Je préfère me limiter à quatre compromis que la majorité de la commission a voulu prévoir.

1. A l'alinéa 2, on a ajouté à titre d'exemple d'interdiction de discrimination – mais attention, pas d'égalité de droit, seulement d'interdiction de discrimination –, à côté de celle basée sur l'origine, la race, le sexe, la langue, la situation sociale, les convictions religieuses, philosophiques et politiques, celle qui concerne le mode de vie des gens, mais en refusant de faire référence explicite à l'orientation sexuelle.

2. Il a été indiqué en commission que le concubinage est déjà un mode de vie qui a été conçu comme différent. On a voulu, sur proposition Vallender, prévoir un concept plus large que celui de l'orientation sexuelle proposé par la minorité III, un concept que la jurisprudence pourra interpréter en tenant compte de l'évolution des coutumes du pays. En utilisant le critère du mode de vie, on permettra de tenir compte aussi d'autres minorités que les homosexuels, par exemple les nomades. Dans le même alinéa, on a ajouté, à côté des exemples de la déficience corporelle et mentale, celui de la déficience psychique, par analogie aux directives de l'assurance-invalidité et au projet du Conseil fédéral concernant la révision de la LAI.

3. A l'alinéa 3, on a clarifié explicitement que le mandat donné au législateur de réaliser l'égalité entre hommes et femmes vise à une égalité non seulement de droit, mais aussi de fait.

4. Enfin, on a ajouté un alinéa 4 dans lequel il est donné mandat au législateur de prévoir des mesures en vue de la compensation ou de l'élimination des inégalités existant en défaveur des handicapés. La commission n'a pas voulu aller plus loin et prévoir un droit subjectif du handicapé à voir réaliser ces mesures. Une telle disposition, proposée par les minorités VII et VIII, irait trop loin et pourrait provoquer des situations disproportionnées et pour cela insupportables pour les collectivités publiques et les privés.

J'interromps là mon exposé, mais je reviendrai sur les propositions de minorité à la fin du débat.

Fischer-Hägglingen Theo (V, AG): Als ich vor rund einem Jahr in der Subkommission diesen Antrag stellte, konnte ich nicht erahnen, dass dieser Artikel zu derartigen Emotionen, ja Demonstrationen führen würde. Ich habe aufgrund der vielen Briefe von Einzelpersonen und Gruppen, die sich in unserer Gesellschaft als Minderheiten fühlen, gemerkt, dass von dieser Verfassungsbestimmung grosse Wirkungen erhofft werden – zu grosse, denn letztlich bringt das Diskriminierungsverbot gegenüber der heutigen Rechtslage keine Änderung.

Das Diskriminierungsverbot ist im heutigen Artikel 4 Absatz 1 der Bundesverfassung verankert. Das Diskriminierungsverbot ist einer ständigen Aktualisierung unterworfen, da je nach Umständen, Zeitgeist, politischer und gesellschaftlicher Lage ganz unterschiedliche Personengruppen einer Diskriminierung ausgesetzt sein können. Das Diskriminierungsverbot ist in unserem Grundrechtskatalog von zentraler Bedeutung. Je prägnanter es formuliert ist, um so stärker ist seine Wirkung und um so weniger gibt es Anlass zu Auslegungsschwierigkeiten. Der Bundesrat und die Mehrheit der Kommission fügen der zentralen Aussage – «niemand darf diskriminiert werden» – einige diskriminierende Tatbestände bei; diese Auflistung ist nicht abschliessend. Dieses Vorgehen entspricht der gängigen Verfassungssystematik. Das Anknüpfen an historische Gegebenheiten ist nach meinem Dafürhalten überholt.

Die Aufzählung in der geltenden Verfassung ist auch nicht mit dem neuen Katalog vergleichbar. Die Verfassung von 1848 wollte die Errungenschaften des liberalen Staates an den Anfang des Grundgesetzes stellen; es ging um die Abschaffung der Untertanenverhältnisse, die Abschaffung der Vorrechte des Orts, der Geburt, der Familie. Dies ist nicht eine eigentliche Aufzählung von Diskriminierungstatbeständen im modernen Sinn. Wegen der Komplexität der Diskriminierungsformen ist auf eine Aufzählung von Diskriminierungstatbeständen zu verzichten.

Jede Aufzählung enthält auch eine Ausgrenzung; dies habe ich sowohl aus den vielen Zuschriften als auch aus den Hearings herausgehört. Jede Gruppe, die nicht namentlich erwähnt wird, fragt sich, warum jene Minderheit aufgeführt ist, die eigene jedoch nicht. Da nützt der Hinweis auf das Wort «namentlich» wenig, ebenso die Beteuerung, das Diskriminierungsverbot beziehe sich auch auf Gruppen, die nicht aufgeführt sind.

Die vom Bundesrat vorgenommene namentliche Aufzählung von einzelnen Tatbeständen hat das Gegenteil von dem bewirkt, was angestrebt wurde. Die namentliche Aufzählung von einigen Diskriminierungstatbeständen erweckt nämlich den Eindruck, das Diskriminierungsverbot sei nicht absolut, sondern treffe nur auf Gruppen zu, die in der Verfassung erwähnt sind. Darum wollen auch all die verschiedenen Gruppen in der Verfassung erwähnt werden.

Eine namentliche Aufzählung kann nie abschliessend sein, sonst würde sie zu lang und verlöre mit der Zeit auch an Aktualität. Unsere Gesellschaft ist einem ständigen Wandel unterworfen. Sie wird aber auch immer heterogener und pluralistischer. Die Zahl derer, die sich in unserer Gesellschaft in der Minderheit fühlen, wird immer grösser und mit ihr auch die Zahl der möglichen Diskriminierungstatbestände. Darum ist eine schlanke Umschreibung des Diskriminierungsverbotes zukunftsfruchtiger und führt auch zu mehr Akzeptanz in der Bevölkerung.

Ich weiss, dass die Direktbetroffenen dies zum Teil anders sehen, vor allem aufgrund einer falschen Interpretation und Kommunikation. Niemandem, der hier nicht aufgezählt wird, wird etwas weggenommen oder vorenthalten. Es wird niemand diskriminiert, im Gegenteil: Es sind alle eingeschlossen, und dies wird in der Verfassung markant zum Ausdruck gebracht. Ziel unserer Bemühungen muss es sein, in der Verfassung eine klare, eindeutige Ausdrucksweise zu finden. Dies wird mit dem einfachen Satz «Niemand darf diskrimi-

niert werden» erreicht. Dieser Satz umfasst jeden Tatbestand und ist in der Volksabstimmung auch mehrheitsfähig.

Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit II zuzustimmen. Dieser Antrag ist – abgesehen von der Systematik – identisch mit dem Beschluss des Ständerates. Ich schliesse mich somit dem Ständerat und auch dem Antrag Leuba an.

Noch eine Bemerkung zur Fahne: Der Antrag der Minderheit VI zu Absatz 4 ist die logische Folge und Konsequenz des Antrages der Minderheit II. Darum möchte ich dann den Antrag der Minderheit VI nicht mehr zusätzlich begründen. Wenn wir ein allgemeines Diskriminierungsverbot ohne Aufzählung in die Verfassung aufnehmen, dann hat auch Absatz 4 keinen Platz mehr in der Verfassung.

Maury Pasquier Liliane (S, GE): La proposition de minorité I se trouve un peu par hasard à l'article 7 puisqu'elle ne concerne pas directement la mention de non-discrimination. Elle s'y trouve en raison de la note de bas de page puisque c'est dans cet article qu'apparaît pour la première fois le problème de la formulation, qu'elle soit sexiste ou non sexiste.

«Le temps change toute chose. Il n'y a pas de raison que la langue échappe à cette loi universelle.» Cette phrase de Ferdinand de Saussure est illustrée tous les jours, ou au moins tous les ans, à chaque parution d'une nouvelle édition des dictionnaires, qu'ils soient de langue française ou d'autres langues. Conscient de ces changements, le Conseil fédéral a lui-même notifié dans son message sa volonté de rédiger notre constitution révisée dans une langue moderne. Malheureusement, cette volonté s'est trouvée contredite dans les langues latines par une formulation où les termes masculins sont utilisés comme génériques, étant censés comprendre masculin et féminin, au motif que le génie de ces langues ne se prêterait pas à l'utilisation du féminin.

Et pourtant, jusqu'au XVI^e siècle, la règle grammaticale dominante voulait qu'un adjectif ou un participe passé s'accorde avec le substantif le plus proche, et non avec le substantif masculin. Pourtant, lors de la Révolution française déjà, des femmes ont adressé la «Requête des Dames» à l'Assemblée nationale, demandant notamment que «le genre masculin ne soit plus regardé, même dans la grammaire, comme le genre le plus noble». Pourtant, plus près de nous dans le temps, si ce n'est dans l'espace, la société du Canada francophone a intégré sans problème et à tous les niveaux la pratique de la formulation non sexiste.

Rapprochons-nous encore, et nous verrons que même la France voisine, malgré son Académie française, commence aussi à ressentir la nécessité de s'adapter puisque par deux décrets ministériels, datant l'un de 1986 et l'autre du 9 mars 1998, elle préconise d'utiliser les termes féminins pour tous les titres et fonctions de l'administration. Il est grand temps! En effet, avant de se référer toujours à l'exemple de notre grande soeur francophone, il conviendrait peut-être de se rappeler que la France est un des cancrs européens de la représentation des femmes en politique. Ceci explique cela et illustre parfaitement ma conviction, la conviction de femmes et d'hommes toujours plus nombreux selon laquelle la langue n'est pas neutre, mais reflète le fonctionnement et les valeurs d'une société.

Le masculin générique n'a plus de sens de nos jours. Je ne me sens ni conseiller national, ni citoyen, ni homme. Je ne veux pas d'une vice-présidente du Conseil national qui deviendrait l'an prochain, avec une constitution révisée, un président.

En accord avec les gens de ce pays qui n'ont pas attendu pour parler de citoyennes, de Suissesses, d'êtres humains, en accord avec la recommandation du Conseil de l'Europe de 1991 et avec les conclusions d'un groupe de travail mis sur pied par la Confédération, je vous propose donc de profiter de l'occasion qui nous est donnée par la reprise systématique d'un texte complet de montrer, dans les langues latines aussi, que les femmes ont leur place.

La proposition de minorité I n'est toutefois pas dogmatique. Elle ne propose ni d'inventer des mots, ni de changer les règles grammaticales. Elle est susceptible d'être modifiée par la Commission de rédaction dans un esprit de créativité et de

souplesse. Le Conseil des Etats a du reste chargé la Commission de rédaction de lui faire une proposition intégrant les principes de la formulation non sexiste.

La solution d'une note de bas de page n'est toutefois pas satisfaisante à cet égard. D'abord, parce que les références à la constitution, même si elles sont fréquentes, sont la plupart du temps fractionnées, l'intérêt se concentrant sur un article précis pour voir notamment comment le modifier. Personne n'ira se référer à une note de bas de page située plus ou moins au début de la constitution. Cette note de bas de page apparaît donc plutôt comme une tentative de se donner bonne conscience. De plus, le texte même de cette note est un aveu. Ainsi quand il est écrit: «.... les termes génériques s'appliquent indistinctement aux personnes des deux sexes», pourquoi ne dit-on pas plutôt, selon la logique même du masculin générique: «.... les termes génériques s'appliquent indistinctement aux hommes des deux sexes»? Si nous refusons aujourd'hui le principe de la formulation non sexiste de la constitution en français et en italien, nous condamnons la Suisse à rester un «village d'irréductibles Gaulois» pour des dizaines d'années. Pendant ce temps, les pays alentour, avec la souplesse institutionnelle qui les caractérise, auront adapté leur législation.

Je vous invite à aller dans le sens de l'inéluctable ou, plus élégamment, dans le sens de l'histoire, pas après tout le monde, mais pour une fois en même temps. Je vous remercie d'accepter la proposition de minorité I.

Thür Hanspeter (G, AG): In Absatz 2 von Artikel 7 sind einige Kriterien beispielhaft aufgezählt, die als rechtliche Unterscheidungskriterien unzulässig sind. In der Botschaft erklärt der Bundesrat, dass dies vor allem solche Kriterien seien, die in der jüngsten Vergangenheit immer wieder zu Diskriminierungen geführt hätten. Die spezifischen Diskriminierungstatbestände sind ein Abbild der jeweiligen Zeit: Die einen verschwinden, die anderen tauchen leider wieder auf, neue entstehen.

1848 standen die Untertanenverhältnisse, die Vorrechte der Geburt, des Orts und der Familie im Zentrum. Heute ist das kein Thema mehr, weshalb es richtig ist, diese aus der Verfassung zu streichen. An ihre Stelle treten neue Diskriminierungstatbestände: die Rasse, das Geschlecht, weltanschauliche Überzeugungen, körperliche und geistige Behinderung usw. Die Frage stellt sich nun, ob diese beispielhafte Aufzählung in Artikel 7 Absatz 2 genügt, um die heute bekannten und wichtigsten Diskriminierungstatbestände zu bezeichnen, wie das der Bundesrat laut Botschaft eigentlich beabsichtigt hat.

Obwohl bereits in der Vernehmlassung von den betroffenen Gruppierungen ausdrücklich die Erwähnung der sexuellen Orientierung gefordert wurde, hat der Bundesrat aus politischer Opportunität auf die Nennung dieses Kriteriums verzichtet. Die Begründung war, dass dieser Diskriminierungstatbestand in Artikel 7 selbstverständlich mitgemeint sei und deshalb nicht ausdrücklich erwähnt werden müsse. In der Sache hatte man zwar keine Differenz. Man hatte einfach nicht den Mut, diese Diskriminierungstatbestände auch namentlich aufzuführen. Herr Fischer-Hägglingen ist erstaunt, dass in diesem vergangenen Jahr derart viele Emotionen aufgebrochen sind. Das beweist ja gerade, dass wir hier einen virulenten Diskriminierungstatbestand haben, der einmal zur Kenntnis genommen werden muss.

Wir haben uns in der Subkommission die Aufgabe nicht einfach gemacht. Wir haben uns intensiv mit dieser Problematik auseinandergesetzt und zu diesem Zweck auch Vertreterinnen der Lesbenorganisation Schweiz und Vertreter des Schwulenbüros Schweiz angehört. Dabei haben wir zur Kenntnis nehmen müssen, dass in der Schweiz zwischen 5 und 10 Prozent der Bevölkerung gleichgeschlechtlich orientiert sind und diese Minderheit nach wie vor massiven täglichen Diskriminierungen ausgesetzt ist. Wir mussten – aufgrund von Befragungen, die stattgefunden haben – hören, dass fast alle Mitglieder dieser Gruppe im Laufe ihres Lebens sogar Gewalttätigkeiten ausgesetzt waren. Wer öffentlich zu dieser Neigung steht, muss täglich Benachteiligungen am

Wohnort, am Arbeitsort, in Restaurants, in der Öffentlichkeit erdulden. Das führt dazu, dass die meisten nicht öffentlich dazustehen.

Für die Subkommission war es deshalb evident, dass diese doch beachtliche Gruppe einer aktuellen und spezifischen Benachteiligung ausgesetzt ist, weshalb – wieder im Sinne der bundesrätlichen Deklaration – eine ausdrückliche Erwähnung dieses Diskriminierungstatbestandes ein Gebot der Stunde ist; sie kann dazu beitragen, dass diese Benachteiligung überwunden werden kann.

Das intensive Ringen während der letzten Monate in dieser Frage führte leider zu einer wenig mutigen Lösung. Statt sich für eine ausdrückliche Erwähnung auszusprechen, entschied der Ständerat, den ganzen Katalog zu streichen und raubte damit der Bestimmung das Gesicht und auch die Griffigkeit. Das ist ausserordentlich bedauerlich. Herr Fischer-Hägglingen und Herr Leuba wollen diesen Weg auch in diesem Rat beschreiten. Aus meiner Sicht wäre das etwa das gleiche, wie wenn die Verfassungsgeber 1848 plötzlich den Mut verloren und sich gescheut hätten, auszusprechen und in die Verfassung zu schreiben, dass es Untertanenverhältnisse gebe, die man nicht mehr akzeptieren könne und überwinden wolle. Ich bin davon überzeugt, dass sich Diskriminierungen nur aus der Welt schaffen lassen, wenn sie offensiv angegangen werden. Dazu gehört zunächst einmal, dass man sie als solche erkennt und benennt. Wenn man sie einfach verschweigt, lässt man sie unter dem Tisch und muss sie nicht angehen. Insofern, Herr Fischer, hat eben die ausdrückliche Erwähnung genau diese prophylaktische und perspektivische Wirkung, dass die Diskriminierung, indem sie als solche erkannt wird, auch überwunden werden kann.

Deshalb bitte ich Sie, den nicht sehr mutigen Weg des Ständerates nicht zu gehen und einen ebenso griffigen und plakativen Artikel 7 zu schaffen, wie er bereits 1848 von unseren Vorgängern geschaffen worden ist. Das bedeutet, dass alle heute bekannten wichtigen Diskriminierungstatbestände aufgezählt werden müssen, und dazu gehört auch die sexuelle Orientierung.

Mit diesem Antrag bleiben wir streng im Nachführungskonzept. Ich gehe weiter: Den Anforderungen an eine effektive Nachführung unserer Verfassung werden wir nur gerecht, wenn wir auch die heute verbreitete Diskriminierung von Schwulen und Lesben erkennen und deshalb die sexuelle Orientierung als Diskriminierungstatbestand miterwähnen. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Minderheit III zuzustimmen.

Gysin Remo (S, BS): Beim Antrag der Minderheit IV geht es ums Alter. Da das besondere Verbot einer Diskriminierung wegen des Alters von der Grundsatzfrage abhängt, ob überhaupt eine Aufzählung erfolgen soll oder nicht, will ich mich zuerst dieser Frage widmen und gleich vorwegnehmen, dass ich Sie bitte, den Antrag der Minderheit II (Fischer-Hägglingen) abzulehnen und somit dem Beschluss des Ständerates nicht zuzustimmen.

Es gibt, Herr Fischer, mindestens fünf Gründe, die für eine Aufzählung sprechen:

1. Wir wollen mit der Verfassung Klarheit schaffen. Die ständerätliche Fassung würde Unklarheit schaffen. Das hat selbst der Präsident der ständerätlichen Kommission, Rechtsprofessor René Rhinow, in der Kommissionssitzung gesagt.
2. Was unter ein Diskriminierungsverbot fallen soll, ist eine politische Entscheidung. Diesen politischen Willen muss das Parlament ausdrücken und nicht die Justiz.
3. Wir wollen eine für unsere Bevölkerung und nicht nur für Juristen verständliche Fassung. Deshalb braucht es Konkretisierungen.
4. Die besonders gefährdeten Gruppen und deren Vertreter und Vertreterinnen verlangen einen speziellen Schutz und eine besondere Erwähnung. Die Aufzählung entspricht also einem breit abgestützten Bedürfnis. Wir sollten auf die Direktbetroffenen hören. Das würde auch die Akzeptanz der neuen Bundesverfassung erhöhen.

5. Ein spezifisches Diskriminierungsverbot bedeutet auch eine erhöhte Begründungspflicht bei ungleicher Behandlung und bietet hiermit zusätzlichen Schutz.

Eine Aufzählung, wie sie auch der Bundesrat empfiehlt, ist also unumgänglich.

Zum Unterscheidungsmerkmal Alter: Mit dem Merkmal Alter sind verschiedene Altersbereiche – Kinder und Jugendliche, aber auch ältere und betagte Menschen – angesprochen. Bei Jungen und Alten geht es u. a. um die Gemeinschaft. Es geht um die Partizipation am gesellschaftlichen Leben. Es geht um die Möglichkeit mitzugestalten; wobei es immer gilt, den jeweiligen altersspezifischen Besonderheiten Rechnung zu tragen, beim Lernen, bei der Gesundheitspflege und in anderen Lebensbereichen.

Ein Diskriminierungsverbot heisst denn auch nicht Gleichstellung in allem. Artikel 32 ist zu beachten; er hält Differenzierungsmöglichkeiten – z. B. zum Schutz der Grundrechte – offen. Wenn aufgrund des Alters niemand diskriminiert werden darf, heisst das eben sehr wohl, dass Kinder- und Betagtenspezifisches zu berücksichtigen ist – ich erwähne den Kinderschutz als Beispiel. Dass es verschiedene Spannungsfelder zwischen den Generationen und hiermit auch eine beobachtbare Diskriminierung gibt, hat verschiedene Gründe. Ich erwähne die Bevölkerungsentwicklung, die Arbeitsmarktentwicklung, Veränderungen im Informations-, Wissenschafts- und Technologiebereich. Wir haben heute eine Gesellschaft des langen Lebens und des kurzen Erwerbslebens, auch eine Gesellschaft mit zwei Geschwindigkeiten. Beides enthält Diskriminierungsgefahr. Aktuelle Beispiele sind etwa Diskriminierungen in Stellenanzeigen mit Altersschränken oder die überproportionalen Entlassungen von Leuten von fünfzig Jahren und mehr.

Das sind übrigens Beispiele, die in Amerika Millionenklagen zur Folge hätten. Es gibt dort ein Programm der Chancengleichheit, das wir auch in der Schweiz gebrauchen könnten. In der Gesundheitsdiskussion geht es z. B. darum, Betagte nicht nur als Kostenfaktoren zu betrachten und die altersspezifische Gesundheitsversorgung zu gewährleisten. Oder ich erinnere an das, was auch einige Kollegen hier mitzuverantworten haben: Es geht darum zu vermeiden, dass ältere Leute als Versicherungsrisiko möglichst einer anderen Krankenkasse zugeschoben werden.

Ich komme zu den Rechten von Kindern und Jugendlichen. Anfang Jahr bekamen wir ein Magazin des Departementes für auswärtige Angelegenheiten heimgeschickt. Die Grossen dieser Welt sind übereingekommen, die Kleinsten auf dieser Erde zu schützen – dies der Lead eines mehrseitigen Beitrages über die 1996 vom Parlament angenommene Uno-Konvention über die Rechte des Kindes. Einer der wichtigsten Grundsätze dieser Konvention zieht sich als Haltung durch das ganze Vertragswerk. Kinder werden als eigenständige Persönlichkeiten anerkannt, denen sämtliche Menschenrechte zustehen. Ihre Meinung soll für ihre persönliche und für die gesellschaftliche Entwicklung ein Gewicht bekommen. Das ist genau die Haltung, von der sich hier die Minderheit IV leiten liess. Über 22 Prozent der Schweizer Bevölkerung sind Jugendliche unter 18 Jahren. Diese 1,6 Millionen Schweizerinnen und Schweizer bitten um die Annahme unseres Minderheitsantrages.

Wir sollten dem Aufruf der Jugendverbände, von Pro Juventute, des Schweizerischen Katholischen Frauenbundes und anderen folgen und Kindern und Jugendlichen den notwendigen Schutz geben und auch gewährleisten, dass ihnen selbstverständliche Grundrechte und klassische Freiheiten wie die Rechtsgleichheit und die Meinungsäusserung gesichert sind. Zahlreiche neue kantonale und städtische Einrichtungen, die Jugendparlamente, Delegierte für Jugendfragen, ausserschulische Jugendaktivität und anderes zeigen in der Schweiz Fortschritte an. Aber gesamthaft gibt es sehr grosse Unterschiede von Ort zu Ort, von Kanton zu Kanton, und ungleiche Chancen von Kindern und Jugendlichen sind zu beobachten. Das erfordert eine Bundesnorm.

Ich bitte Sie auch, den Antrag der Minderheit III (Thür) zu unterstützen. Angesichts der immer noch massiven Diskriminierung von Lesben und Schwulen in der Schweiz halte ich es

für unabdingbar, sie in die Aufzählung der besonders zu schützenden Gruppen aufzunehmen. Das Verhältnis der Gesellschaft ihnen gegenüber hat sich in den letzten Jahren zwar spürbar verbessert, aber ihre Diskriminierung in der Arbeit, bei der Wohnungssuche, in der Freizeit, auch in der Politik ist unübersehbar. Wir haben einige Kartengrüsse bekommen; ich muss sagen, dass ich von ihnen sehr berührt war. Auf einer Karte mit einem Foto zweier Frauen stand: «Die Lebensweise meiner Schwester und ihrer Freundin ist so wertvoll wie jene von mir und meinem Freund.» Diese empfindsamen, gescheiterten Texte mit persönlichen Fotos aus dem Alltag, mit Namen und Gesichtern jeden Alters drücken eine Ernsthaftigkeit und Sensibilität für Nöte aus, die wir aufnehmen sollten.

Lassen Sie mich noch eine kurze Bemerkung zu Absatz 4, zum Diskriminierungsverbot für Behinderte, machen. Wir sollten auch hier auf die Direktbetroffenen hören! Wenn Behinderte uns sagen, Behinderte würden überall vergessen, so entspricht das ihrer Lebenserfahrung, die nur sie selbst haben können. Und wenn Behinderte es satt haben, als demütige Bittsteller aufzutreten, und Gleichberechtigung ohne Wenn und Aber verlangen, haben sie recht, und wir sollten sie nicht überhören oder mit irgendwelchen «Ja, aber» zu rechtweisen.

Ein Interview vom 16. März im «Tages-Anzeiger» hat mir grossen Eindruck gemacht. Die Worte von Peter Wehrli waren sehr eindrücklich. Ich möchte ihm hier meine Stimme leihen und einen Passus daraus zitieren: «Wer glaubt, wir Menschen mit einer Behinderung wollten eine Verfassung, die uns wieder gesund macht, hat nichts verstanden. Wir werden weiterhin sehbehindert, schwerhörig, verrückt, vielleicht langsam im Lernen oder lahm sein. Aber wir wollen unser unbestreitbares Recht, als vollwertige Menschen anerkannt zu sein. Ein Staat, der einer Minderheit dieses Grundrecht verweigert, ist kein Rechtsstaat.»

Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen und als Ergänzung die Anträge der Minderheiten III bis V, VII und VIII aufzunehmen.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.40 Uhr
La séance est levée à 12 h 40*